

# Sompékids ONG honorée par la brillante réussite d'Espérance Anani



## Le **Municipal**

N°888 du Mercredi 05 Août 2026

500 FCFA

HEBDOMADAIRE BÉNINOIS D'INFORMATIONS ET D'ANALYSES SUR LA DÉCENTRALISATION ET LE DÉVELOPPEMENT À LA BASE  
RCPC N° 337/MISAT/DC/DA/SCC 04 BP 1297 Tél.: 99.99.33.04 - e-mail / journallemunicipal@gmail.com www.lemondelocal.com

L'actualité des communes sur  
**lemondelocal.bj**



### DÉCENTRALISATION

P.7

# Les communes gèrent désormais les agents de santé

Le gouvernement béninois franchit une nouvelle étape dans le renforcement de la décentralisation. À travers une circulaire signée le 23 juillet 2026 par le ministre délégué chargé du Budget et de la Fonction publique, Rodrigue Sèwènan Chaou, la gestion administrative et financière des agents contractuels de droit public de la santé, promotion 2025, est officiellement transférée aux 77 communes du Bénin. Cette réforme, qui place les mairies au cœur du dispositif, vise à rapprocher davantage la gestion des ressources humaines des territoires tout en améliorant les conditions de travail des agents...



### DJAKOTOMEY

P.09

## L'Union européenne apprécie les résultats du projet Delta Mono

### TOUCOUNTOUNA

P.11

## Patricia Saï aux côtés des victimes des inondations



66È FETE DE L'INDEPENDANCE

# Dans l'Alibori, Ségbana, Kandi et Banikoara célèbrent le 1er août entre ferveur patriotique et recueillement

*Le Bénin a vibré ce samedi 1er août 2026 au rythme du 66è anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Dans le département de l'Alibori, cette célébration s'est inscrite dans une dynamique de sobriété et de communion citoyenne, marquant une étape symbolique forte. De Ségbana à Banikoara, en passant par la cité administrative de Kandi, les autorités locales et les populations ont réaffirmé leur attachement aux valeurs républicaines et à l'intégrité du territoire national.*

## Ségbana : Unie face aux défis malgré les intempéries

À Ségbana, la célébration a été marquée par une ambiance de grande ferveur populaire. Le maire Aboudou Razack Kora a ouvert les manifestations par le traditionnel dépôt de gerbe au Monument aux Morts, rendant hommage aux héros de la Nation. Dans son discours sur l'état de la commune, l'édile est revenu sur les défis sécuritaires et les perspectives de développement, appelant ses administrés à la cohésion sociale et au civisme. En raison de la pluie, les festivités se sont poursuivies dans la salle de réunion de la mairie dans une atmosphère conviviale, illustrant la résilience de cette commune frontalière.



## Kandi : Sobriété et synergie entre tutelle et municipalité

Dans le chef-lieu du département, l'événement a été mar-

qué par le sceau du recueillement. La cérémonie s'est déroulée dans l'enceinte de l'hôtel de ville en présence du Préfet de l'Alibori, Ahmed Bello

Ky-Samah, et de Madame le Maire de Kandi, Zinatou Alazi Osséni Saka. Ensemble, ils ont honoré la mémoire des disparus pour la patrie. La forte présence des Forces de défense et de sécurité (FDS), notamment du 7ème BIA, a souligné l'importance stratégique de la sécurisation de l'espace départemental, une priorité réaffirmée lors des récentes dotations de moyens roulants aux commissariats locaux.

## Banikoara : Hommage et encouragement aux forces de défense

À Banikoara, la célébration s'est tenue dans la plus grande sobriété sous la conduite du premier adjoint au maire, Bio Sénon Bio N'Goye, représentant le maire Sabi Goré Bio Ali empêché. Outre le dépôt de

gerbe et la revue de troupe, cette étape a été l'occasion de délivrer un message d'encouragement aux FDS pour leurs efforts constants de sécurisation du territoire national. Cette reconnaissance du rôle des forces de l'ordre s'aligne sur la politique de « coproduction de la sécurité » prônée au niveau départemental pour garantir la paix et la stabilité durable d'ici 2033. En célébrant ainsi l'indépendance, les communes de l'Alibori prouvent que l'unité nationale reste le socle de tout développement local. Sous l'impulsion de leurs élus respectifs et du préfet Ahmed Bello Hy-Samah, ces territoires frontaliers transforment ce 1er août en un puissant levier de résilience et d'espoir pour les générations futures.

**Odjoutchoni Florent OGA**





LICENCE PROFESSIONNELLE À L'IMSP DE DANGBO

# Sompékids ONG honorée par la brillante réussite d'Espérance Anani

*Il y a des réussites qui dépassent le cadre personnel pour devenir le symbole d'un engagement collectif. Celle d'Espérance Anani, désormais titulaire d'une licence professionnelle de l'Institut de Mathématiques et de Sciences Physiques (IMSP) de Dangbo obtenue avec mention très bien ce 27 juillet 2026, en fait incontestablement partie. Les recherches qui lui ont valu ce mérite étaient au cœur des enjeux actuels liés à l'étude des systèmes photovoltaïques, leur optimisation et leur rendement. Derrière ce diplôme obtenu avec brio se dessine l'histoire d'une jeune femme déterminée, mais aussi celle d'une organisation (SOMPEKIDS) qui a fait de l'éducation un puissant levier de transformation sociale.*

Pour décrocher sa licence professionnelle, Espérance Anani a présenté un mémoire consacré à l'optimisation des systèmes photovoltaïques afin de garantir un accès plus équitable et plus durable à l'électricité, notamment dans les zones encore confrontées aux défis énergétiques. Une thématique qui s'inscrit au cœur des enjeux de la transition énergétique.

Dans un contexte où le Bénin renforce progressivement sa politique de promotion des énergies renouvelables afin d'améliorer l'accès à l'électricité et de réduire sa dépendance aux énergies fossiles, ses travaux apportent une contribution scientifique per-



tinente. Son étude explore des approches permettant d'améliorer les performances des installations solaires, un domaine appelé à jouer un rôle stratégique dans le développement économique et social du pays.

Après analyse du travail et des réponses apportées, les examinateurs ont salué la pertinence du sujet, la qualité de l'exposé et la maîtrise scientifique. Cette note de satisfécit a valu à l'exposé d'Espérance, une très bonne mention. À travers ce choix, la jeune diplômée démontre que la recherche universitaire peut répondre aux préoccupations concrètes des populations tout en accompagnant les ambitions nationales en matière d'énergie propre.

## Une promesse devenue réalité

Le sourire affiché par Peter

King, président-fondateur de l'ONG SOMPEKIDS, à l'issue de la soutenance de mémoire, traduisait toute l'émotion d'un mentor qui voit l'une de ses protégées franchir une étape décisive de son parcours. Pour lui, cette réussite constitue bien plus qu'une performance universitaire : elle confirme que chaque investissement dans l'éducation peut produire des résultats durables pour les jeunes et pour le pays.

Pour l'ONG SOMPEKIDS, cette soutenance est l'aboutissement d'un accompagnement de plusieurs années. Depuis ses premiers pas universitaires jusqu'à l'obtention de son diplôme, Espérance Anani a bénéficié de l'attention, des conseils et du soutien constant de son parrain, Peter King.

Cette réussite illustre la philosophie de SOMPEKIDS : détecter les talents, accompagner

les jeunes dans leurs études et leur offrir les conditions nécessaires pour révéler leur potentiel.

« Lorsqu'un enfant réussit, c'est toute une communauté qui progresse », semble résumer l'engagement de Peter King, dont la satisfaction était perceptible tout au long de cette journée riche en émotions.

## Une inspiration pour la jeunesse béninoise

En choisissant une filière scientifique exigeante et un sujet de recherche orienté vers les technologies de demain, Es-

pérance Anani devient une source d'inspiration pour de nombreux jeunes, en particulier les jeunes filles qui aspirent à faire carrière dans les sciences, les technologies et l'innovation.

L'histoire d'Espérance Anani est celle d'une jeune femme qui a cru en ses capacités, mais aussi celle d'une ONG qui a cru en elle. Une rencontre entre le mérite et la solidarité, qui témoigne avec force que l'éducation demeure l'investissement le plus sûr pour préparer l'avenir.

**Sylvain BAHOUNTCHI**





66È ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

# Les communes du Borgou célèbrent l'unité nationale et l'engagement citoyen pour le septennat 2026-2033

Le Borgou a vibré d'un même élan patriotique ce samedi 1er août 2026. À travers les grandes cités du département, la célébration de l'accession du Bénin à la souveraineté internationale a servi de tribune pour réaffirmer les ambitions de développement portées par la 5ème mandature (2026-2033). De Parakou à Nikki, en passant par Pèrèrè et Bembéréké, l'heure était au recueillement mémoriel et à la mobilisation des forces vives pour bâtir des territoires résilients et prospères.



## Parakou : Un hommage solennel au Père de l'Indépendance

Dans la cité des Koburu, la solennité a atteint son apogée à la place Hubert Maga. Le Préfet du Borgou, Abdoul-Chakour Assouma, récemment nommé à la tête du département, était accompagné pour la circonstance du maire Zul-Kifly Zakarie. Après le dépôt de gerbes, les autorités ont passé en revue un détachement mixte composé de la police, de la douane, des forces armées, des eaux-forêts et des sapeurs-pompiers. Le moment le plus émouvant s'est déroulé au mausolée Hubert Maga, où un hommage vibrant a été rendu au premier président du Bénin. Dans son allocution, le maire Zul-Kifly Zakarie a exhorté ses concitoyens à cultiver le civisme, rappelant que la sécurité et le développement de Parakou dépendent de l'engagement de chacun.

## Nikki et Bembéréké : Sécurité et dynamisme communautaire

À Nikki, la célébration a mis l'accent sur la « coproduction de la sécurité ». Sous la direction du maire Daouda Saka Méré, le conseil communal a procédé au dépôt de gerbes avant une prise d'armes marquant la discipline des Forces de défense et de sécurité. L'autorité communale a profité de cette tribune pour dresser le bilan de ses actions et appeler les fils et filles de Nikki à une veille stratégique pour protéger les acquis du territoire. Du côté de Bembéréké, les festivités se sont déroulées sur l'esplanade de l'Hôtel de Ville. Le maire Moussa Lafia était accompagné du lieutenant-colonel Armand Codjo Assogbaga, commandant du Centre de formation militaire local. La Place des Martyrs a servi de cadre à l'hommage aux héros, suivi d'un défilé civil mettant en lumière le dynamisme des

groupements socio-communautaires, acteurs essentiels du développement de la commune.

## Pèrèrè : La figure de Saka Yérima comme boussole

La commune de Pèrèrè a placé son 1er août sous le thème de l'unité et du travail collectif. Le maire Arouna Mama Chabi Abdou a invité la jeunesse à s'inspirer de l'héroïsme de Saka Yérima pour faire rayonner la commune. La journée a été rythmée par des prestations culturelles, des activités sportives et des défilés, illustrant la volonté des populations de « se donner la main » pour transformer les potentialités territoriales en richesses concrètes. En marquant ce 66ème anniversaire avec une telle ferveur, les élus du Borgou prouvent que l'indépendance est un processus continu de construction nationale. Sous la supervision du préfet Abdoul-Chakour Assouma, le département s'engage résolument dans une ère de stabilité et de progrès social, où chaque citoyen est appelé à devenir un artisan du Bénin moderne.

Odjoutchoni Florent OGA



## COVÉ

# Le maire Auguste Amoussou Aihunhin sollicite le soutien de l'État pour renforcer les secteurs de l'eau et de l'énergie

Reçu en audience le lundi 3 août 2026 par le ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, Édouard Dahome, le maire de Cové, Auguste Amoussou Aihunhin, a porté les principales préoccupations de sa commune en matière d'accès à l'électricité, d'approvisionnement en eau potable et de valorisation des ressources minières. Accompagnée de plusieurs responsables communaux, la délégation est allée plaider pour une accélération des investissements afin de répondre aux besoins des populations et soutenir le développement local.

## Une audience pour défendre les priorités de Cové

Dans sa dynamique de mobilisation des partenaires institutionnels au profit du développement communal, le maire de Cové, Auguste Amoussou Aihunhin, a conduit une délégation de la mairie au ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines. Cette séance de travail avec le ministre Édouard Dahome a permis de présenter les principaux défis auxquels la commune est confrontée dans des secteurs essentiels au développement économique et social.

Les échanges ont été consacrés à l'identification des projets prioritaires nécessitant un accompagnement de l'État afin d'améliorer durablement les conditions de vie des populations.

## L'accès à l'électricité parmi les principales préoccupations

Au cours de la rencontre, le maire a insisté sur la nécessité de renforcer les infrastructures électriques dans la commune. Il a notamment plaidé pour l'électrification de l'arrondissement

de Laïnta-Cogbé, qui demeure en attente de cette infrastructure indispensable au développement local.

La délégation a également sollicité la densification du réseau électrique dans les différents arrondissements de Cové afin d'améliorer la couverture énergétique et de favoriser les activités économiques, artisanales et commerciales.

Pour les autorités communales, l'extension du réseau électrique constitue un levier important pour stimuler les investissements et améliorer le quotidien des populations.

## L'eau potable, une priorité pour les populations

L'amélioration de l'accès à l'eau potable a également occupé une place importante dans les discussions. Le maire Auguste Amoussou Aihunhin a attiré l'attention du ministre sur les besoins croissants des populations en infrastructures hydrauliques.

L'objectif est d'accélérer la réalisation de nouveaux ouvrages et le renforcement des installations existantes afin de garantir un accès plus équitable et du-

SUITE A LA PAGE 05



SUIITE DE LA PAGE 04

nable à l'eau potable dans les différentes localités de la commune.

### Vers une meilleure valorisation des ressources minières

Au-delà des secteurs de l'eau et de l'énergie, la délégation communale a évoqué le potentiel minier de Cové. Elle a notamment plaidé pour la réalisation d'études exploratoires sur les gisements de granite identifiés dans la commune.

Selon les autorités locales, une meilleure connaissance de ces ressources pourrait ouvrir la voie à leur valorisation, générer des investissements et créer de nouvelles opportunités économiques ainsi que des emplois au profit des populations.

### Un plaidoyer pour accélérer les investissements publics

À travers cette audience, le maire et son équipe ont sollicité l'accompagnement du ministère pour la mise en œuvre des différents projets présentés. Cette démarche traduit la volonté de l'exécutif communal de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement afin de doter Cové d'infrastructures modernes répondant aux attentes des citoyens.

La délégation ayant pris part à cette rencontre était composée des chefs d'arrondissement d'Adogbé, Nazaire Zinsou, de Soli, Cyriaque Tcheoubi, de Laïnta-Cogbé, Benoît Aholoukpe, ainsi que du Secrétaire exécutif de la mairie, Antoine Kakessou.

En multipliant ce type de plaidoyer auprès des autorités gouvernementales, la commune de Cové entend accélérer la réalisation de projets structurants susceptibles d'améliorer durablement les conditions de vie des populations et de renforcer son attractivité économique.

## 66<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

# Dans l'Atacora, Natitingou, Kérou, Tanguiéta et Toucountouna célèbrent l'unité nationale sous le signe de l'engagement citoyen

**Le département de l'Atacora a vibré à l'unisson ce samedi 1er août 2026 pour commémorer le 66<sup>e</sup> anniversaire de l'accession du Bénin à la souveraineté internationale. À travers les communes de Natitingou, Kérou, Tanguiéta et Toucountouna, cette célébration a été marquée par une ferveur patriotique exceptionnelle. Entre hommages mémoriels aux héros de la Nation et activités sportives fédératrices, les autorités locales et les populations ont réaffirmé leur volonté de bâtir des territoires résilients face aux défis contemporains.**

### Natitingou : Recueillement et dépassement de soi

Dans la cité des Nanto, les festivités ont débuté à 8h10 à la Place de l'Indépendance par la traditionnelle cérémonie de dépôt de gerbe. Sous l'égide des autorités départementales et du maire Taté Ouindéyama, ce moment de recueillement a permis d'honorer les illustres devanciers ainsi que les forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme. L'innovation de cette édition a été le Mini-Marathon de l'Indépendance sur la RNIE 3. Réunissant jeunes et sportifs amateurs, cette épreuve a transformé la fête nationale en un vecteur de promotion de la santé et de fraternité citoyenne.

### Kérou et Tanguiéta : Le Monument aux Morts comme socle du pacte républicain

À Kérou, le maire Pierre Wari Brisso, accompagné de la Secrétaire Exécutive Rachidath Dougbe, a présidé une cérémonie empreinte de solennité au Monument aux Morts. La présentation du drapeau national à l'autorité communale a symbolisé l'unité d'une commune déterminée à poursuivre sa marche vers le développement malgré les enjeux de sécurité. À Tan-



guiéta, le maire Aboubacar Noma Amadou a réussi une mobilisation trans-sectorielle impressionnant. Entouré de ses adjoints et du Secrétaire Exécutif, il a rassemblé autorités judiciaires, militaires, têtes couronnées et leaders religieux autour d'un message de cohésion. Le dépôt de gerbe au Monument aux Morts a constitué le point culminant de cette communion, rappelant le rôle de chaque citoyen en tant qu'« artisan de la construction nationale ».

### Toucountouna : Hommage aux devanciers et ferveur sportive

La commune de Toucountouna a lancé ses festivités par un cérémonial des couleurs rigoureux sur l'esplanade de la mairie, sous l'autorité de la

maire Patricia Saï Ponna. Dans son allocution, elle a rendu un hommage appuyé aux anciens maires de la commune et a souligné la stratégie du nouveau conseil communal visant à mobiliser des partenaires pour accélérer les projets locaux. L'après-midi a laissé place à la détente avec



deux rencontres de football : l'équipe des Élèves a remporté la victoire face aux Artisans (3-0) ; et l'équipe de la Mairie s'est imposée face à ABAF FC (2-1).

### Cap vers 2033 sous le signe de la résilience

Ces célébrations simultanées témoignent de la vitalité de la décentralisation dans l'Atacora. En associant la solennité militaire au dynamisme de la jeunesse, les élus du département démontrent que l'indépendance se construit chaque jour par la consolidation des services de base et la veille sécuritaire. Sous cette mandature de sept ans, le département s'affirme comme un bastion de l'unité républicaine, prêt à relever les défis de la modernité d'ici 2033.

**Odjoutchoni Florent OGA**





TANGUIÉTA

# Le maire Aboubacar Noma Amadou et le Conseil communal planchent sur les dossiers stratégiques de la 3ème session ordinaire de 2026

*La commune de Tanguiéta, pôle stratégique du département de l'Atacora, renforce sa dynamique de gestion au titre du septennat 2026-2033. Depuis la matinée de ce mardi 28 juillet 2026, la salle des délibérations de l'Hôtel de Ville accueille les travaux de la troisième session ordinaire de l'année. Sous l'égide du maire Aboubacar Noma Amadou, les élus communaux s'attellent à l'examen de dossiers vitaux pour l'assainissement, l'habitat et la redevabilité administrative, conformément aux exigences du Code de l'administration territoriale.*

## Le contrôle de l'action communale au cœur des débats

Installés pour un mandat inédit de sept ans, les conseillers de Tanguiéta exercent durant cette session leur mission de délibération et de suivi de la gestion locale. Les travaux, menés en présence du Secrétaire Exécutif, Azad Azafla, et des cadres techniques, portent notamment sur deux leviers de performance :

- La validation du rapport d'activités du Conseil de Supervision (2ème trimestre 2026) : Ce document permet d'apprécier le niveau d'exécution des projets et l'efficacité de l'administration communale sur la période écoulée.
- L'adoption du compte rendu de la 1ère session extraordinaire de 2026 : Un acte de régularité administrative essentiel pour la continuité du service public.

## Assainissement et innovations : Vers une « Ville Propre » et durable

La session est également marquée par l'ouverture de la municipalité aux initiatives de la société civile pour transformer durablement le cadre de vie des populations. Le Projet « Tanguiéta,



« Ville Propre » Porté par l'ONG « Bénin, Ville Propre », vise à instaurer des standards de salubrité rigoureux au sein de la cité, répondant ainsi aux attentes croissantes des citoyens en matière d'assainissement. L'association éponyme présente son programme de construction écologique, offrant une alternative durable pour l'habitat adapté au climat du nord du Bénin à travers le programme Promotion de « La Voûte Nubienne ».

## Un exercice de redevabilité dans un contexte de défis régionaux

Cette session se tient alors que le département de l'Atacora, sous la tutelle du nouveau préfet Jacques Rolland Amadou, fait

face à des enjeux sécuritaires persistants. Pour le maire Aboubacar Noma Amadou, assisté de ses adjoints Alphonse Neka et Germain Ouin-Ouro, le maintien de la paix sociale et la consolidation des services publics de base sont les conditions sine qua non du développement harmonieux de la commune. En passant au peigne fin la mise en œuvre des recommandations antérieures, le conseil communal de Tanguiéta réaffirme sa volonté d'offrir des résultats tangibles aux citoyens. Les deux jours de travaux permettront de formuler de nouvelles orientations stratégiques pour conforter la position de la commune comme un laboratoire de gouvernance de proximité réussie.

**Odjoutchoni Florent OGA**

ALLADA

# Le conseiller communal Edmond Zinsou placé en garde à vue dans une enquête sur un véhicule immatriculé au Nigeria

*Le conseiller communal d'Allada et président de la Commission des affaires économiques et financières (CAEF), Edmond Zinsou, a été interpellé le samedi 1er août 2026 par les services d'Interpol Bénin. Placé en garde à vue, il est entendu dans le cadre d'une enquête portant sur un véhicule de type Hilux à immatriculation nigériane dont l'origine fait l'objet de vérifications. L'élu devrait être présenté dans les prochains jours au procureur spécial près la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET), tandis que les investigations se poursuivent.*

## Une interpellation à l'issue des festivités de l'indépendance

L'affaire suscite déjà de nombreuses réactions dans le département de l'Atlantique. Selon les informations disponibles, Edmond Zinsou a été interpellé le samedi 1er août, à l'issue des manifestations officielles organisées dans le cadre de la célébration du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Bénin.

L'opération aurait été menée par les services d'Interpol Bénin. Après son interpellation, le



conseiller communal a été placé en garde à vue afin d'être entendu par les enquêteurs.

## Une enquête centrée sur un véhicule à immatriculation nigériane

D'après les premiers éléments de l'enquête, les investigations portent sur un véhicule de type Toyota Hilux immatriculé au Nigeria, dont la provenance et les conditions d'acquisition font l'objet de vérifications.

Les enquêteurs chercheraient à établir les circonstances entou-



SUITE A LA PAGE 07



SUIITE DE LA PAGE 06

rant ce dossier ainsi que les responsabilités éventuelles des différentes personnes concernées. Selon plusieurs sources concordantes, cette procédure ne viendrait pas uniquement Edmond Zinsou, d'autres personnes étant également concernées par les investigations, dont certaines auraient déjà été placées en détention.

### Un élu connu sur la scène communale

Avant son élection comme conseiller communal, Edmond Zinsou avait exercé les fonctions de chef de l'arrondissement d'Allada-Centre au cours de la précédente mandature.

Il occupe aujourd'hui la présidence de la Commission des affaires économiques et financières (CAEF) du conseil communal d'Allada, une commission stratégique chargée notamment des questions budgétaires et financières de la collectivité.

Son nom avait déjà été cité dans une précédente affaire de fraude douanière ayant abouti à une condamnation, peine qu'il avait purgée.

### Une présentation attendue devant la CRIET

À ce stade de la procédure, Edmond Zinsou demeure en garde à vue. Sauf évolution du dossier, il devrait être présenté dans les prochains jours au procureur spécial près la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET), qui appréciera la suite à donner à cette affaire.

En attendant les conclusions de l'enquête, aucune charge définitive n'a été retenue contre l'élu communal. Les investigations se poursuivent afin d'établir les faits et les éventuelles responsabilités, dans le respect du principe de la présomption d'innocence, fondement essentiel de toute procédure judiciaire.

**ENOCK G. OGOUCHORO**

## DÉCENTRALISATION

# Les communes prennent les commandes de la gestion des agents de santé

**Le gouvernement béninois franchit une nouvelle étape dans le renforcement de la décentralisation. À travers une circulaire signée le 23 juillet 2026 par le ministre délégué chargé du Budget et de la Fonction publique, Rodrigue Sèwènan Chaou, la gestion administrative et financière des agents contractuels de droit public de la santé, promotion 2025, est officiellement transférée aux 77 communes du Bénin. Cette réforme, qui place les mairies au cœur du dispositif, vise à rapprocher davantage la gestion des ressources humaines des territoires tout en améliorant les conditions de travail des agents.**



### Les mairies désormais au cœur de la gestion des agents de santé

Six mois après leur recrutement, les agents contractuels de droit public de la santé de la promotion 2025 voient leur mode de gestion évoluer. Désormais, ce sont les communes qui assurent leur gestion administrative et financière, conformément à la circulaire N°001/MBFP/DC/SGM/DGFP/DGB/DS/SA signée le 23 juillet 2026.

Cette décision s'inscrit dans la volonté du gouvernement de renforcer la gouvernance de proximité en confiant davantage de responsabilités aux collectivités territoriales. Les mairies deviennent ainsi les principaux interlocuteurs des agents pour

les questions liées à leur carrière, à leur rémunération et à leur protection sociale.

### Des avantages concrets pour les agents

La réforme introduit plusieurs mesures destinées à améliorer les conditions de travail des agents de santé.

Désormais, les salaires devront être versés au plus tard le 20 de chaque mois, selon le même calendrier que celui appliqué aux fonctionnaires de l'État. La circulaire précise également que les communes ne pourront exiger des agents des pièces administratives autres que celles prévues par le manuel de procédures pour le traitement de leur ré-

munération.

Autre avancée importante, les mairies sont appelées à faciliter les démarches liées à la prise en charge sanitaire des agents en délivrant avec diligence les documents administratifs nécessaires.

### Les communes mobilisées pour garantir la protection sociale

La circulaire confie également aux Secrétaires exécutifs des mairies, en collaboration avec les Contrôleurs financiers et les Trésoriers communaux, la responsabilité d'accélérer l'affiliation de l'ensemble des agents concernés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

Cette mesure vise à garantir à tous les agents une couverture sociale effective et à leur permettre de bénéficier pleinement des prestations prévues par la législation en vigueur.

Au-delà de la gestion des salaires, les communes deviennent ainsi des acteurs essentiels dans le suivi administratif et social des professionnels de santé exerçant sur leur territoire.

### Une nouvelle étape dans la décentralisation des services publics

À travers cette réforme, le gouvernement entend rapprocher davantage les services publics des citoyens tout en donnant aux collectivités territoriales un rôle accru dans la gestion des ressources humaines.

En confiant cette compétence aux communes, l'État mise sur une administration plus réactive, plus efficace et plus proche des réalités locales. Cette nouvelle organisation devrait également contribuer à une meilleure stabilité professionnelle des agents de santé et à une amélioration de la qualité du service public dans les formations sanitaires.

Selon les orientations annoncées par le gouvernement, cette dynamique de transfert progressif des compétences ne devrait pas s'arrêter au secteur de la santé. Le domaine de l'éducation pourrait également être concerné dans les prochaines phases de la réforme, confirmant ainsi la volonté des autorités de consolider la décentralisation et de renforcer les capacités des collectivités territoriales.



POBÈ

# Le maire Liamidi Odouchinan met en place son cabinet

Le maire de la commune de Pobè, Liamidi Odouchinan, poursuit l'installation de la nouvelle équipe communale. Par un arrêté signé le 30 juillet 2026, il a procédé à la nomination des membres de son cabinet. Cette équipe rapprochée, composée de quatre collaborateurs, aura pour mission de l'accompagner dans la conduite des affaires communales et la mise en œuvre des priorités de la mandature.



taire particulier du maire.

Ces différentes nominations visent à doter le premier responsable de la commune d'une équipe technique et administrative capable d'assurer le bon fonctionnement du cabinet et de faciliter la gestion quotidienne des affaires communales.

## Des nominations immédiatement applicables

L'arrêté précise que les membres du cabinet bénéficieront des indemnités prévues pour leurs fonctions, conformément aux dispositions budgétaires en vigueur au sein de la commune.

Le texte indique également que les nominations prennent effet à compter de la date de signature de l'acte, permettant ainsi aux nouveaux responsables d'entrer immédiatement en fonction.

## Une équipe au service des ambitions de la commune

Avec la mise en place de son cabinet, le maire Liamidi Odouchinan complète progressivement le dispositif administratif destiné à accompagner son action à la tête de la commune de Pobè.

Cette équipe aura notamment pour mission d'assurer le suivi des projets communaux, de renforcer la communication institutionnelle, de faciliter les relations avec les partenaires et d'accompagner l'exécutif communal dans la mise en œuvre de son programme d'action au bénéfice des populations.

et dans le suivi des dossiers stratégiques de la commune.

## Des profils répartis à des postes clés

Selon l'arrêté municipal, Ephrem Rotimi Ogoudélé est nommé chef de cabinet. Il sera chargé de coordonner les activités du cabinet et d'assurer le suivi des orientations du maire.

Le poste de chargé de mission est confié à Cabirou Touléché Ogourolé, tandis que Bassith Abdou Chitou est désigné chargé du protocole, des relations publiques et de la communication. Quant à Honoré Olakanmi Koutchadé, il est nommé secré-

## Quatre collaborateurs pour accompagner le maire

Le maire Liamidi Odouchinan a officiellement constitué son cabinet à travers l'arrêté n°114/059/SE-DAAF-SAG-SA en date du 30 juillet 2026. Cette décision marque une nouvelle étape dans l'organisation de l'administration communale après son installation à la tête de la mairie de Pobè.

L'équipe mise en place est composée de quatre personnalités appelées à assister quotidiennement l'autorité communale dans l'exercice de ses fonctions

TAÏACOU SOUS LES EAUX

# Les sinistrés appellent à une aide d'urgence

**Les fortes pluies enregistrées le 29 juillet 2026 ont provoqué une crue de la rivière Makou, plongeant plusieurs localités de l'arrondissement de Taïacou, dans la commune de Tanguéta, dans une profonde détresse. Des dizaines de familles ont perdu leurs habitations et une grande partie de leurs biens, tandis que d'autres ont été contraintes de trouver refuge dans des salles de classe transformées en abris de fortune. Face à cette catastrophe, les besoins humanitaires sont immenses et les populations lancent un appel pressant aux autorités, aux organisations humanitaires et aux personnes de bonne volonté pour une assistance d'urgence.**



## La crue de la rivière Makou sème la désolation

Les populations de plusieurs villages de l'arrondissement de Taïacou vivent depuis quelques jours les conséquences dramatiques des fortes précipitations qui se sont abattues sur la région. La montée soudaine des eaux de la rivière Makou a provoqué d'importantes inondations, laissant derrière elle un paysage de désolation.

Des habitations ont été englouties ou gravement endommagées par les eaux, obligeant leurs occupants à fuir dans l'urgence. Pour de nombreuses familles, il ne reste que les souvenirs d'une vie emportée en quelques heures par les flots.

## Des familles contraintes de vivre dans des refuges de fortune

Privés de leurs maisons, plusieurs sinistrés passent désormais leurs journées et leurs nuits dans des salles de classe aménagées provisoirement en centres d'accueil. Les conditions de vie y demeurent particulièrement difficiles, notamment pour les enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes.

La promiscuité, le manque de literie et l'absence de moyens de première nécessité rendent le quotidien encore plus éprouvant pour ces familles qui espèrent un retour rapide à une vie normale.

SUITE A LA PAGE 08



SUIITE DE LA PAGE 09

### Des moyens de subsistance anéantis

Au-delà des habitations détruites, les inondations ont porté un coup sévère aux ressources des ménages. Les eaux ont emporté des réserves alimentaires, des ustensiles de cuisine, des vêtements et divers effets personnels.

Le cheptel de plusieurs éleveurs n'a pas été épargné, aggravant davantage la précarité de familles dont les activités agricoles et pastorales constituent les principales sources de revenus.

### Une assistance d'urgence fortement attendue

Les besoins exprimés par les populations sinistrées sont nombreux. Vivres, eau potable, vêtements, couvertures, moustiquaires, kits d'hygiène et produits de première nécessité figurent parmi les urgences les plus pressantes.

Les habitants appellent à une intervention rapide des autorités, des services de protection civile, des organisations humanitaires ainsi que des personnes de bonne volonté afin de soulager les souffrances des victimes et d'éviter une aggravation de la situation sanitaire.

### Un appel à la solidarité nationale

Au-delà de l'urgence humanitaire, cette catastrophe remet en lumière la vulnérabilité de plusieurs localités béninoises face aux phénomènes climatiques extrêmes. Pour les populations de Taïacou, l'élan de solidarité qui pourrait se mettre en place dans les prochains jours sera déterminant pour amorcer la reconstruction des habitations, relancer les activités économiques et redonner espoir à des familles durement éprouvées par cette nouvelle épreuve.

**ENOCK G. OGOUCHORO**

## DJAKOTOMEY

# L'Union européenne apprécie les résultats du projet Delta Mono

*En visite de terrain le 22 juillet 2026 à Djakotomey, dans le département du Couffo, l'ambassadeur de l'Union européenne au Bénin, Stéphane Mund, accompagné des ambassadeurs de la Belgique, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Luxembourg, est allé à la rencontre des bénéficiaires du projet Delta Mono. Cette mission a permis de mesurer les retombées d'un programme de 12 millions d'euros qui favorise l'agroécologie, l'autonomisation des femmes, l'insertion des jeunes, la préservation de la biodiversité le renforcement des collectivités locales, et contribue à transformer durablement les territoires de la Réserve de biosphère du Mono et à promouvoir un développement inclusif au plus près des communautés.*

### Des femmes au cœur de la transition agroécologique

L'un des temps forts de cette mission a été la rencontre avec un réseau de femmes productrices, utilisatrices et distributrices de fertilisants organiques.

Derrière cette initiative se cache une histoire de dialogue et de participation citoyenne. Le projet est né des échanges entre les femmes et les autorités communales lors de l'élaboration du Plan de Développement Communal. Ce processus participatif a permis d'identifier des solutions adaptées aux réalités locales, en faisant des femmes de véritables actrices du changement.

Aujourd'hui, ces productrices fabriquent et commercialisent des fertilisants organiques qui améliorent la fertilité des sols, réduisent l'utilisation des intrants chimiques et favorisent une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Leur engagement contribue également à renforcer leur autonomie économique et leur place dans la vie communautaire.

### Delta Mono, un projet pour concilier développement et protection de la nature

Mis en œuvre par Enabel, avec un financement conjoint de l'Union européenne et du Grand-Duché de Luxembourg à travers LuxDev, le projet Delta Mono mobilise un investissement d'environ 12 millions d'euros pour accompagner la transition agroécologique dans la Réserve de biosphère du Mono, classée par l'UNESCO, ainsi que dans l'aire marine protégée d'Avlékété-Bouche du Roy. Son ambition est de pro-



mouvoir des systèmes alimentaires durables tout en préservant les ressources naturelles et la biodiversité.

Au-delà des activités agricoles, le programme agit également sur la gestion durable des ressources halieutiques, la restauration des écosystèmes, la formation professionnelle des jeunes et le renforcement des capacités des collectivités territoriales afin de rendre les territoires plus résilients face aux effets du changement climatique.

### Des résultats qui changent la vie des communautés

Au cours de la visite, les partenaires européens ont pris connaissance des principaux acquis enregistrés depuis le lancement du projet.

Plus de 2 370 producteurs ont été accompagnés dans leur transition vers des pratiques agroécologiques, tandis que 1 242 hectares sont désormais exploités selon des méthodes agricoles durables.

Le projet a également sensibilisé 2 277 acteurs de la pêche aux pratiques de pêche responsable afin de préserver durablement les ressources halieutiques.

L'insertion des jeunes constitue un autre volet important de l'initiative. Au total, 338 jeunes ont bénéficié de formations professionnelles, dont une grande majorité a déjà créé sa propre activité ou intégré le marché du travail.

Les communes partenaires enregistrent également des avancées significatives. Plusieurs d'entre elles mobilisent désormais leurs propres ressources pour intégrer les enjeux environnementaux dans leurs politiques locales et financer des actions de préservation des écosystèmes.

L'un des résultats les plus marquants concerne l'autonomisation des femmes. Plus de 2 000 productrices participent aujourd'hui aux activités agroécologiques du projet et leur niveau d'émancipation est passé de 4 % à 63 %, illustrant l'impact du programme sur leur pouvoir économique et leur participation aux décisions communautaires.

### Une coopération européenne au plus près des territoires

Pour les ambassadeurs de l'Équipe Europe, cette visite a permis de mesurer concrètement les effets d'une

coopération qui privilégie les solutions locales et la participation des communautés.

À travers Delta Mono, les partenaires européens soutiennent simultanément le renforcement des institutions locales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la protection de la biodiversité, la sécurité alimentaire, la création d'emplois et le développement économique des territoires.

Cette approche intégrée illustre la volonté de l'Union européenne et de ses États membres d'accompagner le Bénin dans la mise en œuvre d'un développement plus inclusif, plus résilient et davantage respectueux de l'environnement.

### Quand le développement prend racine dans les communautés

Au-delà des statistiques et des investissements, la visite de Djakotomey rappelle que les politiques de développement produisent leurs meilleurs résultats lorsqu'elles sont construites avec les populations elles-mêmes.

En donnant aux femmes, aux jeunes, aux producteurs et aux collectivités locales les moyens d'agir, le projet Delta Mono démontre qu'il est possible de concilier croissance économique, protection des ressources naturelles et amélioration durable des conditions de vie. Dans une région où l'agriculture demeure le principal moyen de subsistance, cette dynamique ouvre de nouvelles perspectives pour les communautés de la Réserve de biosphère du Mono et confirme l'importance des partenariats internationaux au service du développement local

**ENOCK G. OGOUCHORO**



GRAND-POPO

# Le Conseil communal adopte des décisions structurantes pour accélérer le développement de la commune

Réunis en troisième session ordinaire de l'année sous la présidence du maire Carlos Yao Ayikpe, les conseillers communaux de Grand-Popo ont examiné et adopté plusieurs dossiers majeurs portant sur la gestion administrative, les orientations budgétaires et les investissements prioritaires de la commune. Entre actualisation du Plan de Développement Communal (PDC), adoption du collectif budgétaire 2026 et programmation de nouveaux projets structurants, cette session traduit la volonté de l'exécutif communal de renforcer la gouvernance locale et d'améliorer les conditions de vie des populations.

## Des dossiers stratégiques au cœur des travaux

La salle de délibération de la mairie de Grand-Popo a accueilli la troisième session ordinaire du Conseil communal de l'année 2026. Présidés par le maire Carlos Yao Ayikpe, les travaux ont permis aux élus locaux d'examiner plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, tous orientés vers la consolidation de la gestion communale et la poursuite des actions de développement.

Au nombre des principaux dossiers étudiés figure le rapport trimestriel du Conseil de Supervision au titre du deuxième trimestre 2026, qui a été examiné puis validé par les conseillers communaux. Les élus ont également procédé au Débat d'Orientation Budgétaire, une étape essentielle dans la préparation des futures priorités financières de la commune.

## Un collectif budgétaire pour répondre aux nouveaux besoins

L'un des temps forts de cette session a été l'adoption du collectif budgétaire, exercice 2026, conformément aux dispositions du Code de l'administration territoriale. Cet ajustement budgétaire vise à adapter les ressources de la commune aux besoins apparus en cours d'exécution.

Sur le plan du fonctionnement,



plusieurs dépenses prioritaires ont été intégrées, notamment celles relatives à l'approvisionnement en eau et en électricité, à l'entretien des bâtiments administratifs, à la maintenance des installations électriques et de plomberie, à l'assurance maladie du personnel communal ainsi qu'au financement de certaines missions officielles.

Selon les élus, ces ajustements permettront d'améliorer les conditions de fonctionnement de l'administration communale et d'assurer une meilleure qualité des services publics.

## Des investissements orientés vers les infrastructures et le social

Les conseillers communaux ont également validé plusieurs investissements jugés prioritaires pour le développement de Grand-Popo. Parmi les projets retenus figurent la réalisation d'études de faisabilité pour des

ce destinée aux écoliers issus des familles les plus vulnérables de la commune.

Dans le souci d'améliorer la mobilité des autorités locales, l'acquisition de motos pour les Chefs d'Arrondissement et les Secrétaires d'Arrondissement a également été inscrite parmi les investissements à réaliser.

## L'actualisation du PDC pour mieux répondre aux nouveaux défis

Les élus ont par ailleurs autorisé l'actualisation du Plan de Développement Communal de quatrième génération. Cette démarche permettra d'aligner cet important document de planification sur les nouvelles orientations institutionnelles, les exigences légales en vigueur ainsi que les besoins émergents des populations.

À travers cette révision, la commune entend disposer d'un outil

de planification plus adapté aux défis actuels du développement local et capable de mieux orienter les investissements futurs.

## Le Conseil communal réaffirme son engagement pour le développement

À l'issue des travaux, les décisions adoptées traduisent la volonté du Conseil communal de poursuivre les réformes engagées pour renforcer la gouvernance locale, améliorer les infrastructures de base et offrir des services publics plus performants aux populations.

En misant sur une gestion budgétaire adaptée aux réalités du terrain, des investissements structurants et une planification actualisée, l'exécutif communal de Grand-Popo entend créer les conditions d'un développement harmonieux, inclusif et durable au bénéfice de l'ensemble des habitants de la commune.





## TOUCOUNTOUNA

# Face à la montée des eaux, la maire Patricia Saï et son équipe au chevet des sinistrés pour évaluer les dégâts

*Le ciel s'est montré particulièrement menaçant sur le nord-ouest du Bénin, confirmant les alertes de vigilance émises pour cette saison 2026. Après les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la commune de Toucountouna le dimanche 2 août 2026, la maire Patricia Saï Ponna, a pris la tête d'une mission d'évaluation dès le lendemain, lundi 3 août. Accompagnée de ses adjoints, du Secrétaire exécutif et des cadres techniques, l'autorité communale a parcouru les zones sinistrées pour coordonner une riposte rapide et solidaire au profit des populations.*

## Le pont de Tampatou et le barrage de Tchakalakou sous haute tension

Le diagnostic de terrain révèle une situation alarmante pour la mobilité et la sécurité des habitants. Au niveau du Pont de Tampatou, l'ouvrage a été littéralement submergé par une crue exceptionnelle. Les citoyens sont contraints de traverser avec de l'eau jusqu'aux cuisses, tandis que les motocyclistes doivent pousser leurs engins à bout de bras pour franchir les eaux. Concernant le barrage de Tchakalakou, un débordement critique a été observé, faisant peser une menace directe d'aggravation des inondations sur les villages situés en aval si les précipitations persistent. Cette vulnérabilité des infrastructures aux épisodes de fortes pluies avait été anticipée par Météo-Bénin, qui prévoyait pour l'Atacora une saison plu-

vieuse précoce à normale avec des risques d'inondations localisées.

## Un désastre agricole et social aux conséquences lourdes

Au-delà des infrastructures, c'est l'économie locale qui est durement frappée. Les champs de maïs et d'igname entourant les zones de crue ont subi des dégâts sévères, compromettant les efforts des producteurs pour cette campagne. Sur le plan humain, la précarité s'installe : plusieurs familles résidant à proximité des cours d'eau ont dû abandonner leurs habitations pour se mettre à l'abri, illustrant la détresse des ménages face à la montée des eaux.

## Recensement et dossier de plaidoyer : La mairie en action

Conformément aux principes de gouvernance de proximité



de la mandature 2026-2033, l'administration communale a immédiatement actionné ses leviers de réponse. Un recensement des sinistrés a été lancé dans tous les arrondissements par le Service des Affaires domaniales. Les données collectées serviront à constituer un dossier technique rigoureux pour solliciter l'appui des autorités préfectorales, nationales et des partenaires humanitaires. Cette gestion de crise, menée sous le leadership de Patricia Saï Ponna, s'ins-

crit dans la mission centrale dévolue aux maires en ma-

tière de police administrative et de protection civile. Alors que le septennat 2026-2033 place la résilience territoriale au cœur de ses priorités, Toucountouna prouve sa capacité de réaction. En alliant présence sur le terrain et rigueur administrative, la municipalité entend transformer cette épreuve en une opportunité de renforcer ses mécanismes de gestion des catastrophes pour sécuriser les populations.

**ENOCK G. OGOUCHORO**



# Le Municipal

RCPC N° 337/MISAT/DAI/SCC - 04 BP. 1297 Cotonou-BENIN  
Tél.: 99.99.33.04 / 97.09.49.33 - E-mail: journalmunicipal@gmail.com  
www.lemondelocal.com

## DIRECTEUR GENERAL CHARGE DE LA PUBLICATION

Franck S. KINNINVO

## SÉCRÉTAIRE DE RÉDACTION

Sylvain BAHOUNTCHI

## RÉDACTION

Odette KABA

David KABA

Mathieu Y. HONGA

Enock OGOUCHORO

Daniella SAGBOHAN

## CORRESPONDANT OUÉMÉ & PLATEAU

Eric GANSA

## INFOGRAPHISTE

Léon Junho SODEDJI

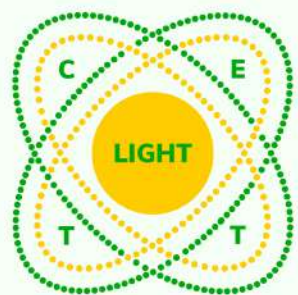
## CONCEPTION ET MARKETING

LIGHT CETT (Communication, Expertise, Technologie et Travaux)

## IMPRESSION

Municipal Edition





Light Communication, Expertise,  
Technologie et Travaux  
(Light CETT)

# Light Communication Expertise Technologie et Travaux (Light CETT)

L'EXPERTISE EN DÉCENTRALISATION, EN COMMUNICATION, EN  
CAPITALISATION ET GESTION DU SAVOIR, EN PLAIDOYER ET DANS LES TIC...

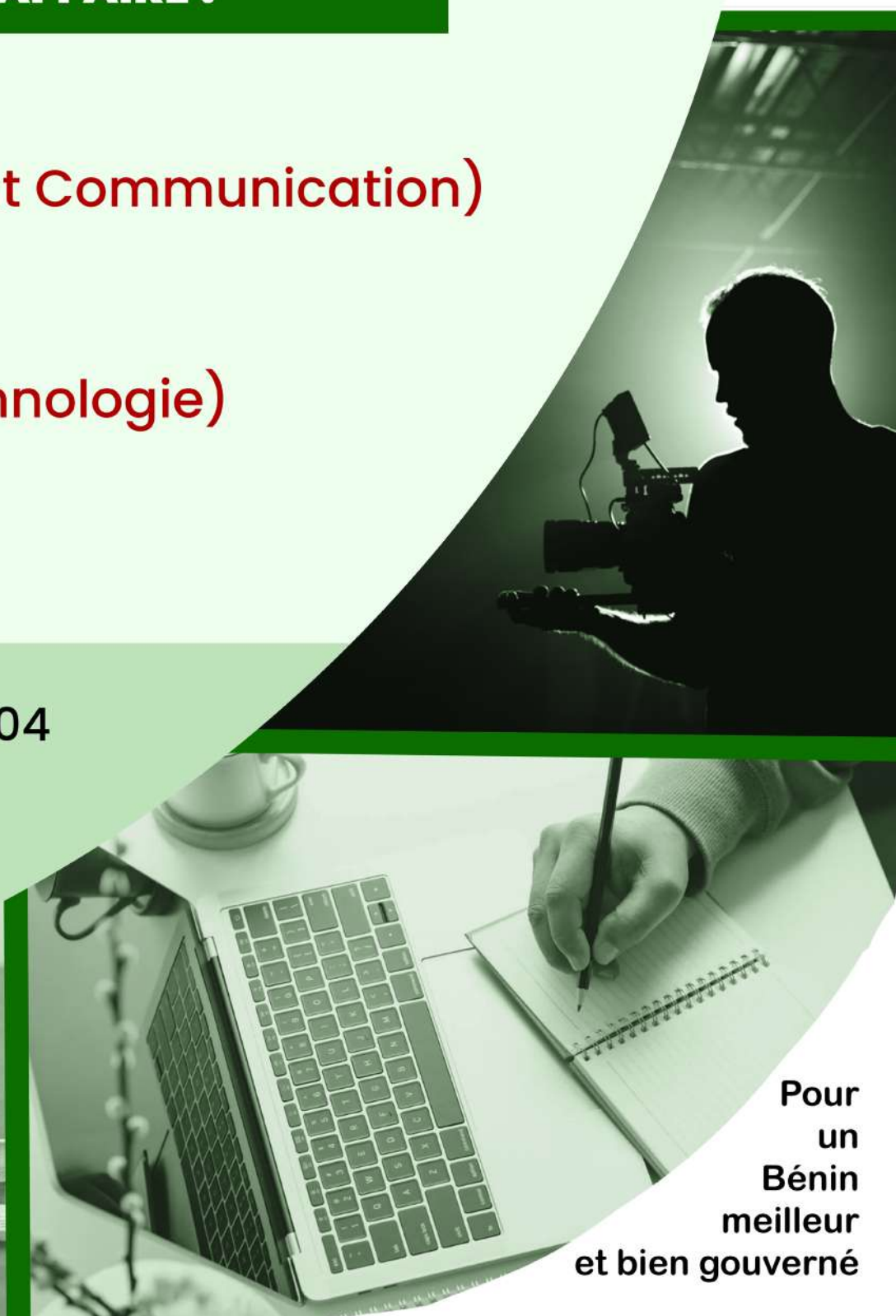
**C'EST NOTRE AFFAIRE !**

- La Communication (Light Communication)
- L'Expertise (Light Expertise)
- La Technologie (Light Technologie)
- Les Travaux (Light BTP)

+229 97094933 / 97096011 / 99993304

partenariat@lightcett.com /  
dgd@lightcett.com

www.lemondelocal.com



Pour  
un  
Bénin  
meilleur  
et bien gouverné

